

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

AVENANT DU 21 MARS 2007
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(BRETAGNE)

NOR : *ASET0750728M*
IDCC : 1596

Entre :

La fédération régionale du bâtiment de Bretagne ;
L'union régionale CAPEB Bretagne ;
La fédération Ouest SCOP BTP,

D'une part, et

L'union régionale construction bois CFDT ;
L'union régionale bâtiment CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le régime de petits déplacements défini en application du titre VIII, chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991, concernant les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) a pour objet d'indemniser forfaitairement les ouvriers travaillant dans les entreprises de bâtiment de Bretagne des frais supplémentaires qu'entraîne pour eux la fréquence des déplacements, inhérente à la mobilité de leur lieu de travail.

Le régime d'indemnisation des petits déplacements comporte les indemnités professionnelles suivantes :

- indemnité de repas ;
- indemnité de frais de transport ;
- indemnité de trajet,

qui sont versées aux ouvriers bénéficiaires.

Ces indemnités de remboursement de frais sont journalières, forfaitaires et fixées en valeur absolue ; leur montant est déterminé à l'échelon de la région.

Article 2

Le présent accord renvoie, point par point, aux dispositions contenues dans le chapitre VIII.1 des conventions collectives du bâtiment du 8 octobre 1990 susvisé, sous réserve des adjonctions et précisions ci-après.

Zones circulaires concentriques :

Pour tenir compte des particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en 2 sous-zones, de 0 à 4 km et de 4 à 10 km.

Indemnité de repas :

L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 km, et bénéficie, en outre, en milieu de journée, d'un temps de pause au moins égal à 1 h 30, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits, et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier comme aux moyens de transport existants.

Article 3

Le montant des indemnités découlant des articles 1^{er} et 2 ci-dessus est fixé comme suit du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008 :

I. – Indemnité de repas : 8,20 €.

II. – Indemnité frais de transport :

(En euros.)

ZONE	DISTANCE (en kilomètres)	MONTANT de l'indemnité
1	de 0 à 4	0,42
1	de 4 à 10	2,11
2	de 10 à 20	4,19
3	de 20 à 30	5,74
4	de 30 à 40	7,35
5	de 40 à 50	8,96

III. – Indemnité de trajet :

(En euros.)

ZONE	DISTANCE (en kilomètres)	MONTANT de l'indemnité
1	de 0 à 4	0,39
1	de 4 à 10	1,28
2	de 10 à 20	1,77
3	de 20 à 30	2,66
4	de 30 à 40	3,71
5	de 40 à 50	4,44

Ces montants prenant effet au 1^{er} avril 2007, ils resteront en application jusqu'au 31 mars 2008.

Article 4

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Rennes, le 21 mars 2007.

(Suivent les signatures.)